

Réunion du CTEP de l'IRSTEA du 21 octobre 2014

Motion des représentants du personnel SUD-Recherche-EPST / FO / CGT

Emploi - Budget

A l'adresse du Président de l'Irstea, et des Ministres de l'ESR, de l'Agriculture et de l'Ecologie,

Le CTEP réaffirme tout d'abord son attachement au service public de la recherche et aux missions d'EPST « à part entière » de l'établissement. Rien n'est envisagé à ce jour pour résoudre les problèmes chroniques de précarité de l'emploi et de manque de soutien budgétaire des ministères.

Le CTEP réaffirme que la recherche est une activité qui ne peut se concevoir sur des pas de temps courts, sur des financements au coup par coup avec des personnels en CDD ou de la sous-traitance. Un EPST ne doit pas seulement répondre aux questions sociétales mais être capable de les anticiper, et disposer des moyens propres, en personnels titulaires et en crédits budgétaires, pour garantir l'indépendance de la recherche et de l'expertise publique.

Ce principe déjà énoncé à de multiples reprises par les représentants du personnel est encore plus d'actualité, au regard de la dégradation continue de l'emploi, des salaires et des carrières et des subventions pour charge de service public.

Du fait de l'insuffisance des crédits de l'Etat, de plus en plus d'emplois de titulaires sont laissés vacants : près de 10 % des emplois sous plafond en 2013. Et pendant ce temps, on recrute des précaires pour remplir des fonctions correspondant à des besoins permanents, que ce soit dans la recherche ou les fonctions d'appui : depuis des années, les CDD représentent de manière permanente 30 % de l'effectif, preuve qu'il ne s'agit pas d'emplois correspondant à des besoins temporaires.

Le CTEP se prononce pour :

- la remise à niveau immédiate au budget 2015 des crédits de base alloués à l'établissement par l'ensemble des ministères concernés par les activités de l'Etablissement : l'IRSTEA doit être traité à l'égal des autres EPST sous tutelle du MENESR ; de plus c'est une condition indispensable pour que l'Etablissement puisse remplir l'engagement pris par Madame Fioraso à l'Assemblée Nationale que tout départ à la retraite soit remplacé ;
- le financement intégral des charges structurelles de l'Etablissement (masse salariale, y compris le GVT, dépenses de fonctionnement et d'investissement, crédits de soutien de base des équipes) par la subvention de l'Etat : la fuite en avant sur le financement par les ressources propres des activités de recherche et des charges structurelles est une voie sans issue, inacceptable par le personnel et qui changerait la nature même de l'Etablissement ;
- un plan de créations d'emplois de titulaires « recherche », aujourd'hui réclamé avec une intensité accrue par les personnels et responsables de laboratoires de toute la Recherche Publique, pour résorber la précarité et développer les activités, en veillant à l'équilibre entre emplois techniques et emplois scientifiques ;
- le recrutement des personnels permanents exclusivement sur le statut de fonctionnaire des EPST (hors personnels titulaires affectés dans le cadre de la convention MAAF) ;
- des vraies mesures pour améliorer l'attractivité de l'établissement pour tous les personnels : revalorisation des rémunérations de base et des carrières, et non des primes ou sur-salaires réservés à quelques-uns ;
- une évaluation des collectifs de recherche qui redevienne de la responsabilité de l'Etablissement via les commissions spécialisées, de façon à ce qu'elle soit véritablement une évaluation-conseil scientifique basée sur des critères appropriés à la recherche finalisée conduite à l'Irstea.